



Centre Jacques-Berque
مركز جاك بارك
•CC•Θ I•K ΘξOK

UN
جامعة مولاي إسماعيل
UNIVERSITÉ MOULAY ISMAÏL

كلية الآداب والعلوم الإنسانية
FACULTÉ DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES

Appel à communication - Journée d'étude

Travail, travailleurs et travailleuses agricoles du Maroc

trajectoires, autonomisation et représentations

Labor and Agricultural Workers in Morocco: Trajectories, Empowerment, and Representations

العمل، العمال والعاملات الزراعيون من المغرب: مسارات وتمكنات وتمثيلات

Lieu : Centre Jacques Berque, Rabat

Date : Jeudi 3 décembre 2026

Comité d'organisation

Anne-Adelaïde Lascaux, géographe, Centre Jacques Berque,

Zhour Bouzidi, sociologue, professeure, Université Moulay Ismaïl

Anouk Smolski Brun, sociologue, doctorante, Centre Max Weber



Français

Alors que depuis les années 2020, les travailleur·euse·s agricoles marocain·e·s font l'objet d'une médiatisation croissante (revendications, conditions de vie dégradées), les acteurs institutionnels multiplient les programmes pour encadrer les mobilités temporaires de travail entre le Maroc et l'Europe. Cette apparition de travailleur·euse·s agricoles longtemps invisibilisé·e· dans le débat public et les agendas politiques est corrélée à un intérêt croissant des études en sciences humaines sociales pour la question du travail en agriculture. Dans cette dynamique, cette journée d'étude vise à interroger, dans une approche pluridisciplinaire et multisituée, avec une perspective critique, les grandes dynamiques du travail agricole depuis les travailleur·euse·s du Maroc, sur place et en diaspora, mais aussi dans les imaginaires politiques et sociaux. Hétérogène et en mouvement, ancien et en renouveau, le corps des travailleur·euse·s marocain·e·s occupe depuis plusieurs décennies une place de premier plan dans la fabrique des territoires ruraux sur les deux rives de la Méditerranée.

Anglais

Since the 2000s, Moroccan workers have been receiving increasing media attention (demonstrations, deteriorating living conditions) while institutional stakeholders are expanding programs to regulate temporary labor mobility between Morocco and Europe. This emergence of agricultural workers, long ignored in public debate and political agendas, coincides with a growing interest in the social sciences regarding the issue of agricultural labor. This conference aims to examine, through a multidisciplinary and multi-sited approach, and from a critical perspective, the major trends of agricultural labor that Moroccan workers are experiencing, both locally and in the diaspora. We also want to explore the political and social perceptions of these workers. Moroccan workers are a diverse group and are constantly on the move. For several decades they played a leading role in shaping rural territories on both sides of the Mediterranean.

العربية

في حين يشهد العاملون والعاملات في القطاع الزراعي المغربي منذ سنوات 2020 تزايدًا ملحوظًا في التغطية الإعلامية (بفعل المطالب الاجتماعية، وتدهور الظروف المعيشية)، كتفتت الجهات المؤسسية برامجها من أجل تنظيم حركات العمل المؤقت بين المغرب وأوروبا. ويأتي هذا الحضور المتزايد للعمال الزراعيين الذين ظلوا لفترة طويلة خارج دائرة النقاش العام والأجندات السياسية متلازمًا مع اهتمام متنامٍ بمسألة العمل في الزراعة في حقل الدراسات الإنسانية والاجتماعية.

وفي هذا السياق، يهدف هذا اللقاء العلمي إلى مساءلة التحولات الكبرى للعمل الزراعي من خلال مقاربة متعددة التخصصات ومتعددة المواقع، وبمنظور نقدي، انطلاقًا من أوضاع العاملين والعاملات من المغرب، سواء داخل البلاد أو في بلدان المهجر، وكذلك مساءلة التصورات السياسية والاجتماعية لهؤلاء العمال، نظرا لاحتلال العاملين والعاملات المغاربة منذ عدة عقود مكانة محورية في تطوير المناطق القروية على ضفتي البحر الأبيض المتوسط.

Annnonce

En novembre 2024, les ouvrier·ère·s agricoles de la plaine de Chtouka ont collectivement et publiquement dénoncé leurs conditions de travail et de vie (bas salaires, faible reconnaissance de leurs droits), réclamant de plus de justice sociale. Cette action s'inscrit dans un mouvement global de revendications croissantes et de médiatisation des travailleur·euse·s agricoles longtemps invisibilisé·e·s, alors même qu'ils et elles alimentent des pans essentiels de l'économie marocaine, mais aussi européenne via les migrations de travail temporaires. En 2023, le secteur agricole employait 30 % des actifs au Maroc et les espaces ruraux concentraient 40 % des emplois, dont 10 % des femmes actives (HCP, 2024). Dans le même temps, le Maroc était le premier pays d'Afrique émetteur de main-d'œuvre temporaire, dont une grande partie dans le secteur agricole peu qualifié. La question du travail et des travailleur·euse·s agricoles du Maroc soulève de nombreux enjeux sociaux, politiques, économiques et environnementaux dans un pays où les campagnes sont vives et hétérogènes.

Loin de la lecture binaire du territoire qui a longtemps divisé les campagnes marocaines entre des zones montagneuses et désertiques en marge et des plaines et des plateaux fertiles arrimés à la mondialisation, les ruralités marocaines sont complexes et prennent des formes multiples, parfois difficiles à catégoriser. Les limites entre agriculture familiale et agriculture intensive, entre propriétaires fonciers et dépossé·e·s, entre ouvrier·ère·s et exploitant·e·s ne sont ni linéaires ni évidentes. Les pratiques agraires et les profils des travailleur·euse·s issus des campagnes marocaines ont évolué au rythme de changements : la réquisition des terres collectives par le pouvoir colonial puis leur redistribution par le nouvel État chérifien ont alimenté des rapports de classe dans les communautés rurales (El Khyari, 1987) ; les grands programmes de développement ont privilégié une agriculture productiviste alimentant un marché du travail hiérarchisé et mondialisé (Jouve,

2002) ; dans les campagnes de l'intérieur laissées-pour-compte, la migration de travail régionale et transnationale a recomposé les équilibres familiaux (Arab, 2009). Le rapport au travail agricole dans le monde rural marocain a évolué dans les périodes précoloniale, coloniale et postcoloniale, sans toutefois être résumé par ces ruptures historiques. Le travail de la terre, le développement du salariat, la circulation des ouvrier·ère·s, des capitaux et des produits agricoles, la permanence de référentiels identitaires locaux invitent à penser les pratiques professionnelles dans la continuité et l'hybridité.

Dès les années 1980, les sociologues et les agronomes ont documenté comment la libéralisation du secteur agricole et l'intensification des cultures ont accru les inégalités dans les sociétés agraires (Pascon, 1985; El Khyari, 1987). Au tournant des années 2000, les entrées par thématiques ou par lieux (l'irrigation, les oasis, les exploitations capitalistes) ont mis en avant l'évolution des pratiques professionnelles dans un contexte de technicisation, d'urbanisation et de mondialisation (Mathieu et al., 2001; Battesti, 2005), tout en ouvrant des perspectives critiques sur les programmes de développement et l'autonomisation des femmes par le travail (Gillot, 2016 ; Romagny et al., 2018). En parallèle, tout un pan des études migratoires a interrogé les liens entre les migrations transméditerranéennes et le développement rural et agricole, en particulier dans le Rif et le Souss (Berriane, 2003). Tous ces travaux ont en commun de déconstruire les représentations sur le monde rural marocain : l'agriculture de subsistance n'y est plus la norme et les changements fonciers ont contribué à la généralisation du salariat (Sippel, 2014; Bossenbroek et al., 2015). Loin d'être linéaire, les carrières rurales sont caractérisées par la pluriactivité (tourisme, artisanat, petit commerce) et une ouverture à géométrie variable à la mondialisation, vectrice de changements économiques et sociaux, comme l'illustre la mise en valeur

croissante des terroirs et du tourisme (Berriane et Michon, 2016; Benarrosh, 2019 ; Oiry Varacca, 2019).

Depuis la rive de la nord Méditerranée, les chercheur·euse·s en sciences sociales ont mené des travaux pionniers sur la mise au travail dans un contexte transnational des ouvrier·ère·s marocain·e·s dans l'agriculture européenne (Provence, Mezzogiorno, Andalousie) via le prisme de la santé, du logement, de l'accès aux droits ou encore des dispositifs institutionnels (Décosse, 2008a; Mésini, 2008; Crenn, 2015). D'abord essentiellement centrés sur les hommes, ces travaux ont pris une dimension genrée (Hellio, 2014; Arab, 2018) puis intersectionnelle (Sempéré, 2024). Au sud de la Méditerranée, depuis la décennie 2010, les recherches sur le salariat agricole font la part belle aux femmes, mettant en avant les liens entre genre, inégalités et agentivité (Gertel et Sippel, 2014; Mohamdi, 2023; Yousfi, 2023; Bouzidi et al., 2025). Les études sur les travailleur·euse·s marocain·e·s de l'agriculture s'élargissent désormais au-delà du temps du salariat et des exploitations agricoles, dans les familles et l'absence, mais aussi dans l'après comme la retraite ou l'entrepreneuriat (Lascaux, 2022; Smolski Brun, 2024), avec un intérêt pour la santé et le corps des travailleur·euse·s (Holmes, 2013).

L'intérêt médiatique et politique pour les travailleur·euse·s agricoles ne cesse de croître de chaque côté de la Méditerranée. La crise du Covid-19 a mis en avant le rôle indispensable des ouvrier·ère·s étranger·ère·s, notamment marocain·e·s, dans les chaînes d'approvisionnement alimentaires françaises (Mésini et Milazzo, 2025). Au Maroc, l'État et les associations multiplient les initiatives pour inciter les ouvrier·ère·s – nationaux·ales et étranger·ère·s – à se lancer dans des projets d'entrepreneuriat rural (Jiber, Wafira 2, Thamm+). Cependant, les travaux scientifiques s'intéressant aux travailleur·euse·s agricoles sont encore peu nombreux à interroger les processus de dépaysement, le développement du salariat, les transformations des organisations sociales rurales, les effets locaux des programmes de développe-

ment ou encore les formes de rapports de pouvoir et d'autonomisation qui se déploient dans les espaces ruraux.

Ces journées d'étude visent à interroger, dans une approche pluridisciplinaire et multisituée, les grandes dynamiques du travail agricole depuis les travailleur·euse·s marocain·e·s. Cette entrée par les acteur·ice·s du travail s'inscrit dans une perspective critique. D'une part, nous souhaitons interroger l'hétérogénéité du corps de celles et ceux qui font l'agriculture aujourd'hui (ouvrier·ère·s, paysan·ne·s, entrepreneur·e·s). D'autre part, l'objectif est d'éclairer les rapports sociaux qui se déploient dans des mondes du travail agricole hiérarchisés, et dont les processus de catégorisation s'appuient sur des représentations du corps des travailleur·euse·s ruraux. Nous faisons l'hypothèse que la particularité du travail agricole s'inscrit dans des questionnements croisés portant sur les dynamiques d'agentivité, l'intérêt pour les mobilités et l'étude des hiérarchies professionnelles. Il s'agira de mettre en tension les cadres dans lesquels évoluent les travailleur·euse·s avec l'autonomisation dont ils et elles font preuve au cours de leur carrière parfois fragmentée (multiplication des activités, arrêts de travail), aussi bien du point de vue des postures professionnelles que de mécanismes plus intimes et discrets.

Les communications portant sur les résistances, individuelles et collectives, bruyantes et silencieuses, à la mondialisation des marchés, aux conditions précaires de travail ou encore à la déstabilisation des organisations rurales anciennes sont particulièrement encouragées. Une attention portée aux lieux serait particulièrement appréciée : des plus intimes, comme le corps, les maisons et les villages ruraux, mais aussi les exploitations agricoles, ainsi que les espaces d'ancrage et de circulation, qu'ils relèvent de l'échelle locale, régionale ou encore transnationale. Il s'agit de porter un regard sur les travailleur·euse·s ma-

rocaïn-e-s, depuis le Maroc, mais aussi depuis les diasporas et leurs espaces de travail et de vie, où qu'ils soient. Nous souhaitons interroger les évolutions du statut des travailleur·euse·s depuis le siècle dernier au regard de la transformation des techniques agricoles, des représentations sur les travailleur·euse·s, de l'accès à la ressource foncière, des évolutions des conditions de travail en agriculture et des changements qu'ont connus les politiques migratoires, ainsi que des discours qui en façonnent les représentations.

Enfin, un des objectifs de ces journées d'étude est d'interroger du point de vue méthodologique comment les chercheur·euse·s travaillant sur ces questions s'en emparent de manière créative. Ils et elles sont de plus en plus accompagné·e·s sur le terrain par des artistes et des technicien·ne·s, multipliant les méthodes sensibles auxquelles ils et elles se forment aussi comme la photographie, l'écriture filmique, les podcasts, la littérature, le théâtre, le dessin ou encore la bande dessinée. On peut penser à Aomar Boum qui a raconté l'histoire de son père messenger en bande dessinée ou encore à Zhour Bouzidi qui a filmé les revendications des saisonnières agricoles dans le Gharb. L'appel à contribution en cours dans l'Année du Maghreb porté par Khalid Mouna et Victoire Jacquet sur les liens entre arts et circulations témoigne de l'actualité de ces questionnements. Nous souhaiterions ici ouvrir une dimension réflexive sur les pratiques créatives dans les sciences sociales : au-delà de la diffusion au grand public, en quoi les productions sensibles sont-elles matière à faire science ? Quelle place donner aux émotions dans la production des savoirs ? Les communications avec une dimension réflexive sur la positionnalité chercheur·euse·s seront particulièrement appréciées.

Pour répondre à ces questionnements, les communications peuvent s'inscrire dans quatre axes. Les propositions de toutes disciplines, proposant une approche depuis la diaspora marocaine, avec une dimension historique, une approche comparée ou transverse sont bien entendues les bienvenues.

Axe 1 : Travailler en agriculture au Maroc

Les communications sont invitées à se pencher sur les évolutions qu'a connues la mise au travail dans les mondes ruraux et agricoles au Maroc. Il serait intéressant d'explorer comment les profils (migratoires, de genre, d'âge, par nationalité) et les pratiques des travailleur·euse·s agricoles évoluent au rythme des évolutions de la société marocaine (qualifications, âge, aspirations) et de leur carrière. La pluriactivité est courante (agriculture, petit commerce, artisanat, accueil à la ferme) et les trajectoires professionnelles bifurquent en fonction des contextes économiques et sociaux (expansion ou ralentissement du tourisme, spécialisation dans des cultures de terroir ou d'exportation), un aspect encore peu mis en lumière par la littérature.

Le recoupement souvent réalisé entre travailleur·euse·s agricoles et ruralité mérite que l'on s'y attarde dans une perspective critique. Les travailleur·euse·s agricoles peuvent ainsi être interrogé·e·s au prisme du genre, de leur situation sociale, du manque de perspective des jeunes, mais aussi des rapports entre employeur·euse·s et employé·e·s. La mise au travail des femmes, la multiplication des coopératives, l'investissement croissant des remises migratoires dans l'activité agricole, l'encouragement accordé aux projets entrepreneuriaux, les luttes ouvrières, l'accès inégalitaire à la propriété foncière, l'arrivée d'investisseur·euse·s étranger·ère·s, sont autant de (re)compositions qui rebattent les cartes des ordres sociaux jusqu'ici établis. Dans cette perspective, il semble pertinent d'établir un dialogue entre les études sur le travail agricole avec les travaux portant sur l'agentivité, les capacités et l'autonomisation des individus.

Axe 2 : Travailleur·euse·s en mobilités

Pour interroger l'accès au travail agricole, les contributions sont invitées à étudier les déplacements des travailleur·euse·s depuis le Maroc et au-delà. Le travail en agriculture oc-

cupe une place spécifique dans le marché de l'emploi des individus en migration. D'un côté, sur la base de programmes circulaires et de migrations encadrées par les États, le secteur agricole s'offre comme une niche d'entrée légale en Europe et de mise au travail dans les secteurs en tension en Espagne, en France et en Italie. En Europe, le recrutement de la main-d'œuvre repose sur l'embauche d'ouvrier·ère·s étranger·ère·s depuis le Maroc : les hommes se dirigent vers la France (Provence, Occitanie, Corse) et les femmes vers l'Espagne (Andalousie). De l'autre côté, au Maroc, les migrant·e·s subsaharien·ne·s (Sénégalais·e·s, Ivoirien·ne·s) alimentent les contingents de travailleur·euse·s peu qualifié·e·s dans les exploitations industrielles (Saïss, Chtouka Aït Baha). Ces recrutements, segmentés par nationalité et par genre mettent en concurrence les travailleur·euse·s entre eux et elles. Ils alimentent des circulations transnationales en s'appuyant sur des discours de co-développement liés aux bénéfices financiers et à la transmission des savoirs acquis dans la migration.

Avec les travailleur·euse·s, circulent des capitaux (remises, devises, investissements), des objets (produits de consommation courante, matériaux de construction, photographies) et des discours (représentations, mémoire, récits). Tous ces matériaux permettent de déconstruire les représentations sur les campagnes marocaines. Cet axe invite à interroger les effets des mouvements migratoires sur les lieux de travail et de vie – ruraux et urbains –, les individus et les familles. Les travaux articulant la dimension intime du travail et des mobilités au contexte (géo)politique des États seront particulièrement appréciés, de même que ceux proposant des approches multisituées.

On pourra également s'intéresser aux mobilités liées au travail agricole à toutes les échelles et dans une perspective genrée et de classe : au Maroc, les travailleur·euse·s se déplacent localement et entre les régions pour accéder à l'emploi, avec parfois une vulnérabilité accrue des femmes. Cet axe invite aussi à étudier le temps des circulations, lié aux saisons, aux âges de la vie, mais aussi au temps des contrats et des institutions.

Axe 3 : Corps et santé des travailleur·euse·s

Cet axe propose d'interroger la tension entre, d'une part, les discours portés par les acteurs du monde agricole (institutions, exploitants, intermédiaires du recrutement) qui tendent vers une des représentations valorisant les qualités physiques et morales des travailleur·euse·s en fonction de leur origine sociale, nationale ou de leur genre, et, d'autre part, les conditions concrètes dans lesquelles ces corps sont mis à l'épreuve par le travail agricole. Ces processus contribuent à (re)produire des formes de segmentation et de hiérarchisation du travail au sein du secteur, tout en exposant les travailleur·euse·s à des risques différenciés en matière de santé (Laraqui et al., 2017 ; Jehouani et Naji, 2023).

Cet axe invite à analyser les effets du travail agricole sur la santé, tant dans le temps de l'activité que dans ses prolongements hors travail, sur les exploitations comme dans les espaces de vie. Seront particulièrement bienvenues les contributions mettant en lumière la diversité des risques sanitaires auxquels sont exposé·e·s les travailleur·euse·s agricoles (pénibilité physique, exposition aux produits phytosanitaires, troubles musculo-squelettiques, risques psychosociaux).

Les propositions pourront également s'intéresser aux conditions de (non-)prévention de ces risques, ainsi qu'aux modalités et enjeux de leur (non-)reconnaissance et de leur prise en charge institutionnelle, pendant et après l'activité professionnelle (Décosse, 2008b; Magnan et Math, 2024). Dans des contextes marqués par une faible effectivité des protections sociales — au Maroc comme dans d'autres espaces —, il s'agira enfin d'examiner les manières dont les travailleur·euse·s composent avec ces déficits. Les communications pourront ainsi analyser les savoirs profanes et les représentations du risque développés par les travailleur·euse·s, de même que les stratégies qu'ils et elles mettent en œuvre pour « tenir dans l'emploi » et, plus largement, pour faire face aux atteintes causées par le travail agricole sur leur santé. Les travaux s'intéressant à la question des luttes ouvrières dans le monde agricole et interrogeant l'accès aux droits sont encouragés.

Axe 4 : Montrer le travail et les travailleur.euse.s par les écritures créatives

Enfin, il serait intéressant de discuter l'introduction de méthodes de recherche créatives sur les terrains marocains. Comment, en se saisissant des méthodes créatives, les chercheur.euse.s produisent-ils et elles de nouveaux récits sur les acteur.rice.s de l'agriculture nationale et transnationale au Maroc? En quoi, l'écriture créative sur les travailleur.euse.s agricoles constitue-t-elle un outil pour déconstruire les stéréotypes dominants associés aux travailleurs et aux travailleuses agricoles et alimenter le débat dans la société civile ?

Les propositions peuvent s'accompagner d'un portfolio de quelques pages (5 maximum) présentant les travaux réalisés dans l'objectif de monter une exposition à l'occasion de la journée d'étude. Tous les formats sont acceptés : photographies, extrait de récit, bande sonore, vidéo, dessin, etc.

Modalités de soumission

Les propositions de communication comprendront un titre, un résumé d'environ 2500 caractères (espaces compris) ainsi qu'une brève présentation de l'intervenant.e (nom, prénom, situation actuelle, affiliations institutionnelles, discipline). Nous vous remercions de bien vouloir adresser vos propositions à l'adresse mail suivante : anne.lascaux@cjb.ma.

La date limite de soumission des communications est le 10 juillet 2026.

La réponse des communications sélectionnées sera transmise début septembre.

Les travaux de jeunes chercheur.euse.s (doctorat, master), ainsi que ceux de chercheur.euse.s plus expérimenté.e.s sont les bienvenus. Les propositions peuvent se faire en français, en anglais et en arabe.

La journée d'étude est organisée par le Centre Jacques Berque et se déroulera à Rabat le jeudi 3 décembre 2026 au 35, avenue Tariq Ibn Ziyad.

À la suite de la journée d'étude, l'équipe organisatrice souhaiterait proposer la réalisation d'un ouvrage collectif sur le travail et travailleur.euse.s agricoles du Maroc aux éditions du Centre Jacques Berque dans la collection Description du Maghreb, ainsi qu'une exposition en ligne sur une page dédiée aux œuvres présentées à cette occasion.



COMITÉ D'ORGANISATION

Anne-Adelaïde Lascaux, géographe, post-doctorante, Centre Jacques Berque

Zhour Bouzidi, sociologue, professeure, Université Moulay Ismaïl

Anouk Smolski Brun, sociologue, doctorante, Centre Max Weber

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Chantal Crenn, professeure des universités, anthropologue, SENS

Assaf Dahdah, géographe, chargé de recherche au CNRS, ART-Dev

Nicolas Faysse, socio-économiste, chercheur, UMR G-EAU

Béatrice Mésini, géographe, chargée de recherches au CNRS, TELEMMe

Mari Oiry-Varacca, géographe, maîtresse de conférences, ACP